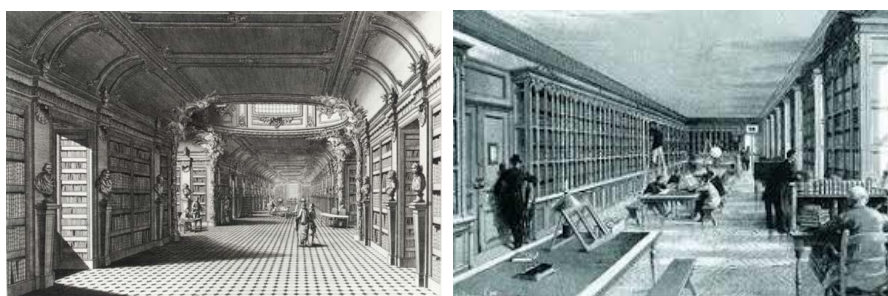


Billet bibliographique



« Dans nos bibliothèques au mois de décembre 2018 »

*Ce Billet bibliographique mensuel, qui entame sa deuxième année d'existence, est destiné à faire connaître les références des publications récentes en **finances publiques et droit fiscal** (pour cette livraison : travaux parus ou diffusés en **décembre 2018**). Les publications figurant dans ce Billet nous ont été soit signalées par les auteurs (que nous remercions une nouvelle fois pour les nombreuses réponses reçues) suite à notre message diffusé le 28 décembre, soit repérées (sélection non exhaustive) par les rédacteurs du Billet.*


Vous recevrez au début du mois de février 2019 un appel pour nous indiquer vos publications parues au cours du mois de janvier 2019. A réception de ce prochain appel, n'hésitez donc pas à nous transmettre les références de vos publications ; il est primordial que les références des publications dans notre champ scientifique soient diffusées entre nous, tant il est complexe de pouvoir tout suivre... La seule diffusion de ces références permet de faire connaître l'existence des publications en cause et d'inciter à aller en lire certaines ou à mettre de côté certaines références pour consultation ultérieure.

Ce Billet bibliographique n'a d'autre ambition que d'être un aide-mémoire.

La SFFP vous souhaite une excellente année 2019 !



Ouvrages

-  * CALIN Raluca, *Du financement du cinéma et de l'audiovisuel à la consolidation d'une politique culturelle européenne. Une stratégie alliant gouvernance participative et revendication de la diversité*, Institut Universitaire Varenne, coll. Thèses, tome 159, (décembre) 2018, 582 p.

Nous nous proposons de mettre en évidence le processus sociopolitique de construction d'une industrie cinématographique et audiovisuelle européenne en abordant la question par l'entrée des financements européens que sont MEDIA et Eurimages. En effet, ces derniers ont été une opportunité pour la création et l'implémentation d'une politique culturelle cinématographique. Cette recherche fait apparaître un cinéma européen pouvant se définir comme un conglomérat de nationalités européennes, dont les points forts sont justement la diversité culturelle, linguistique et esthétique, reconnue en dehors même du territoire européen.

À travers le cinéma et l'audiovisuel, l'Union Européenne se dote d'un imaginaire et d'une identité véhiculés à l'écran. Derrière le champ du cinéma et de l'audiovisuel se cache en réalité un enjeu d'une tout autre envergure : l'identité européenne, qui se fonde sur sa diversité, faite d'exceptions culturelles additionnées. Nous démontrerons que l'Europe finance la méthodologie de projet et la « technique » pour atteindre un but ultime : la création d'une cohésion européenne et par conséquent, une identité, à travers le vecteur de l'imaginaire le plus puissant qu'est le cinéma. Réalisée de manière subversive, cette politique permet une adhésion de l'ensemble des pays qui conservent leurs prérogatives culturelles, tout en protégeant l'Europe de la standardisation. [présentation de l'éditeur]

- * *Code des juridictions financière. Annotations, commentaires, jurisprudence*, Le Moniteur, coll. Codes, 4^{ème} éd., (décembre) 2018, 1558 p., préface D. MIGAUD

A jour au 1^{er} octobre 2018, ce code réunit l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires relatives à la Cour des comptes, aux chambres régionales et territoriales des comptes et aux institutions associées telle la Cour de discipline budgétaire et financière.


Depuis 2013, de nombreux textes ont modifié ce code, comme l'ordonnance n° 2016-1360 du 13 octobre 2016 et le décret n° 2017-671 du 28 avril 2017 visant à adapter le code aux évolutions des missions des juridictions financières. Par ailleurs, les évolutions jurisprudentielles ayant un impact direct sur l'organisation et les procédures des juridictions financières se trouvent rassemblées, harmonisées et mises à jour.

Les lecteurs trouveront toutes les informations essentielles sur les pratiques des juridictions financières, de même que l'ensemble de la jurisprudence développée à leur propos, sans oublier des annexes. Les objectifs des auteurs sont tant pratiques que scientifiques, et l'ouvrage se veut utile tout autant aux contrôleurs qu'aux contrôlés, aux gestionnaires qu'aux juristes, aux praticiens qu'aux chercheurs.

Par Xavier CABANNES, Matthieu CONAN, Bernard POUJADE, Louis RENOARD, Jean-Philippe VACHIA et Louis VALLERNAUD [présentation de l'éditeur]

- * LE BEGUEC Gilles et TRISTAM Frédéric (dir.), *Penser l'avenir au temps de Georges Pompidou*, Bruxelles, Peter Lang, (décembre) 2018, 316 p.

Les années Pompidou symbolisent un moment particulier de modernisation et de foi dans l'avenir. En témoignent l'attachement à l'art contemporain, l'édification du Centre Pompidou, mais aussi le lancement de grands projets industriels dont beaucoup continuent à déterminer notre vie quotidienne : programme électro-nucléaire, TGV, Airbus, Ariane, Concorde, Développement des autoroutes, etc. Derrière ce projet politique réel et pensé, il y a des forces plus profondes qui engagent l'ensemble de la société et de l'économie. C'est une époque où les décideurs publics, les grandes administrations, mais aussi des groupes de pensée vont essayer de définir les moyens plus précis, plus rationnels, plus complexes de penser l'avenir. C'est aussi l'époque de la modélisation dans l'administration économique, au Plan et au ministère des Finances ; c'est dans les grandes administrations régaliennes la définition de moyens de programmation ; c'est la création de structures privées destinées à penser la prospective ; c'est la publication en grand nombre d'études, de revues et d'ouvrages... Ce mouvement va profondément réorienter l'action publique et transformer les modes de décision. Cet ouvrage issu d'un colloque organisé par l'Institut Georges Pompidou en 2014 étudie à la fois les nouveaux moyens de projection dans l'avenir, les innovations théoriques et conceptuelles et les reclassements politiques qui en sont issus, ainsi que les doutes et les remises en cause qu'il a suscités. C'est une nouvelle manière de voir l'État et la société dont nous sommes toujours les héritiers. [présentation de l'éditeur]

-  * LEQUESNE-ROTH Caroline, *Le régime contractuel de défaut des États débiteurs européens*, LGDJ, coll. Biblio. de droit des entreprises en difficulté, tome 16, (décembre) 2018, 432 p., préface B. FRYDMAN, postface J.-J. SUEUR

La mise en finance de la dette d'État, et les crises auxquelles elle donne lieu, font de l'instauration d'un cadre juridique régissant la restructuration et le défaut des dettes d'État un enjeu majeur pour l'Europe. En l'absence d'un droit européen de la « faillite » d'État, un régime de défaut a émergé sur le terrain de la pratique dans les contrats d'emprunt d'État (le plus souvent) obligataires. Les États européens ont en effet privilégié une approche décentralisée et volontaire de la restructuration des dettes publiques : le contrat d'emprunt établit les règles qui

organisent les relations de dette entre les États débiteurs et leurs créanciers privés. Sous l'effet de l'intégration financière européenne, ce régime de défaut revêt des formes de plus en plus standardisées. Le présent travail consiste à identifier les éléments constitutifs du régime contractuel de défaut des États européens, à en apprécier le caractère idoine à l'aune des besoins de l'État, et à en évaluer la portée. Il adopte pour ce faire une méthode pragmatique, basée sur une analyse empirique des contrats, et une étude de cas.

Il ressort de celle-ci que le régime de défaut contractuel des États européens conduit à l'abandon, l'érosion voire la suppression des prérogatives exorbitantes du droit commun qui étaient traditionnellement attachées à la qualité de souverain des États emprunteurs. D'une part, les États consentent, pour assurer l'attractivité de leurs titres de créance sur le marché européen très concurrentiel des dettes d'État, à adopter des dispositions attentatoires à leur souveraineté qui les privent de la marge de manoeuvre nécessaire à l'adoption de mesures de sauvegarde adaptées en cas de crise de la dette. D'autre part, les deux principaux fors compétents - les juridictions anglaises et new-yorkaises - ont consacré la force obligatoire des contrats d'emprunt, lesquels priment les considérations d'intérêt général qui jadis fondaient le défaut souverain. La jurisprudence libérale de ces fors, favorable aux créanciers de l'État, a encouragé la professionnalisation des requérants et le développement d'une industrie contentieuse du défaut d'État, communément désignée comme l'industrie des « fonds vautours ». Les stratégies contentieuses agressives déployées par ces nouveaux acteurs ont permis d'obtenir la condamnation des États défaillants et des mesures de contrainte sur le terrain encore très préservé par l'immunité d'exécution des États. Cette thèse a ainsi pour enjeu, et s'inscrit, dans le débat contemporain relatif à la transformation de l'État européen sous le poids de son endettement. [présentation de l'éditeur]

* Rédaction des Éditions Francis Lefebvre, *Le prélèvement à la source*, Francis Lefebvre, (décembre) 2018, 216 p.

Avec l'entrée en vigueur du prélèvement à la source (PAS) à compter du 1^{er} janvier 2019, c'est tout le système de recouvrement de l'impôt sur revenu et des prélèvements sociaux sur certains revenus qui s'en trouve bouleversé. La quasi-totalité des contribuables est donc concernée ainsi qu'une part prépondérante des revenus imposés à l'impôt sur le revenu.

L'enjeu de la compréhension et de la maîtrise de cette réforme est d'articuler, avec la déclaration annuelle des revenus qui perdure, le PAS sous forme d'une retenue sur les salaires et assimilés ou sous forme d'acompte sur les bénéfices professionnels, les revenus fonciers et les pensions alimentaires.

Cette réforme ne s'accompagne d'aucune modification des règles de détermination de l'assiette et du calcul de l'impôt. Pour autant, la création d'un système de collecte de l'impôt en deux temps, à la source d'abord avec le PAS puis dans le cadre de la liquidation définitive de l'impôt, à partir de la déclaration annuelle des revenus, dédouble l'exercice de détermination, de calcul et de recouvrement de l'impôt.

La pratique du PAS par chacun, que l'on soit professionnel ou particulier, collecteur du PAS ou contribuable, passe par la compréhension de son champ d'application et de ses exclusions, la maîtrise des règles spécifiques de calcul de l'assiette du PAS en fonction des revenus et du statut du bénéficiaire de ces revenus et des règles de détermination du taux et de ses ajustements possibles.

Autant de particularités liées à ce nouveau mode de recouvrement de l'impôt que le présent ouvrage, à jour des commentaires administratifs publiés, détaille et illustre avec de nombreux exemples chiffrés et cas pratiques. [présentation de l'éditeur]

Articles

A signaler

- Actes du colloque « Le patrimoine local à la lumière du droit financier des collectivités territoriales », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 6 ; les contributions sont à retrouver au nom des auteurs.
- Dossier « Dématérialisation financière et comptables dans les hôpitaux », *Gestion & Finances Publiques*, 2018, n°6 ; les contributions sont à retrouver au nom des auteurs.
- Actes de la soirée annuelle de l'IFA, « Quelles évolutions pour l'impôt sur les sociétés ? », *Revue de droit fiscal*, 2018 ; voir, pour plus de détails, ci-dessous à « Collectif ».

- * AYRAULT Ludovic et COLLET Martin, « Chronique de droit public financier », *RFDA*, 2018, n° 6, p. 1185
- * BAETEMAN Philippe, « Notion, structure et évolution du patrimoine local », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 6, p. 10 (actes du colloque « Le patrimoine local à la lumière du droit financier des collectivités territoriales »)
- * BACHIR BENDAOU Hamid, « Le rôle de la comptabilité et la connaissance du patrimoine local », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 6, p. 14 (actes du colloque « Le patrimoine local à la lumière du droit financier des collectivités territoriales »)
- * BAUDU Aurélien, BIN Fabrice, CALMETTE Jean-François, HOUSER Matthieu, LE CLAINCHE Michel et TERRASSE Yves, « Repères sur la gestion et les finances publiques en octobre 2018 », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 6, p. 133
- * BÉNARD Johann, « Demande de remise gracieuse (LPF, art. L. 247) : appréciation de la condition de gêne ou d'indigence indépendamment du devoir d'assistance entre époux » (concl. sur CE, 22 déc. 2017), *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 493
- * BÉNARD Johann, « CVAE : précisions sur la notion de « taxe sur le chiffre d'affaires et assimilées » déductible de la valeur ajoutée » (concl. sur CE, 29 juin 2018), *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 503
- * BÉNÉTEAU Jocelyn, « L'imposition des activités économiques en Nouvelle-Calédonie : une compétence imparfaitement exercée », in Nancy VIGNAL (dir.), *Le droit économique en Nouvelle-Calédonie*, PUAM, Coll. Droit d'outre-mer, 2018, p. 187.
- * BLANCHON Clothilde, « Les normes de rénovation énergétique du patrimoine : quelles incidences financières ? », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 6, p. 41 (actes du colloque « Le patrimoine local à la lumière du droit financier des collectivités territoriales »)
- * BOHNERT Benoît, « Réduction d'impôt pour investissements productifs outre-mer : non renvoi d'une QPC sur la condition de dépôt des comptes annuels » (concl. sur CE, 12 oct. 2018), *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 490
- * BOHNERT Benoît, « Exonération des locations ou sous-locations à usage d'habitation : inapplication en cas d'activité commerciale du preneur » (concl. sur CE, 4 mai 2018), *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 491
- * BOKDAM-TOGNETTI Emilie, « Rémunération occulte : absence d'amende en cas de divulgation des bénéficiaires des distributions par une personne prouvant son mandat au-delà du délai de trente jours » (concl. sur CE, 13 avril 2018), *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 498
- * BOKDAM-TOGNETTI Emilie, « Déductibilité d'un abandon de créance à une filiale étrangère : indifférence du traitement comptable et fiscal dans l'État de la filiale » (concl. sur CE, 13 avril 2018), *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 500
- * BOKDAM-TOGNETTI Emilie, « L'indemnité accordée au propriétaire par le juge civil pour occupation sans titre après résiliation du bail commercial est hors du champ de la TVA » (concl. sur CE, 30 mai 2018), *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 508
- * BONNEVILLE François, « Le capitalisme : fin ou moyen de l'Etat ? Regard juridique sur le 150^e anniversaire du « Capital » de Karl Marx », *Droits*, 2014/2 (n° 66), p. 241 (paru fin novembre 2018)

- * BRENNER Sylvie, « Le déploiement de la dématérialisation comptable et financière dans les établissements publics de santé », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 6, p. 70 (Dossier « Dématérialisation financière et comptables dans les hôpitaux »)
- * BRETONNEAU Aurélie, « Une marque viticole acquise en même temps que le domaine auquel elle est attachée n'est pas un actif incorporel amortissable » (concl. sur CE, 6 juin 2018), *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 507
- * BREUER Conrad, «Le projet de dématérialisation au centre hospitalier du Mans : le choix de la modernisation », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 6, p. 77 (Dossier « Dématérialisation financière et comptables dans les hôpitaux »)
- * CAMELO-CASSAN Pierre, « Les parents terribles de l'abus de droit : la donation-cession à l'épreuve de l'administration légale des biens du mineur », *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 496
- * CHARROL Nicolas, « La valorisation du patrimoine local au travers des outils budgétaires et comptables », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 6, p. 51 (actes du colloque « Le patrimoine local à la lumière du droit financier des collectivités territoriales »)
- * CHESNEAU Laurent, « La fiscalité du patrimoine local », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 6, p. 56 (actes du colloque « Le patrimoine local à la lumière du droit financier des collectivités territoriales »)
- * Collectif, Actes de la soirée annuelle de l'IFA organisée le 6 novembre 2018, « Quelles évolutions pour l'impôt sur les sociétés ? » (Grégory ABATE, Laurence BROCHET, Nathalie MOGNETTI, Christophe POURREAU, Yves RUTSCHMANN, Patrick SUET, Olivier TAILLARDAT), *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 488
- * Collectif, Dossier « Musées de France. Le patrimoine en partage », *Juris art etc.* (Daloz), 2018, n° 52 (notamment, « Financement et fiscalité des musées bénéficiant du label Musée de France », p. 25)
- * Collectif, Dossier « Les débits de boissons sous pression », *Juristourisme* (Daloz), 2018, n° 214 (notamment, « Fiscalité : demandez le menu ! », p. 33)
- * DAMAREY Stéphanie et VANDENDRIESSCHE Xavier, « Jurisprudence financière », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 6, p. 147
- * DAMAREY Stéphanie, « Les procédures d'adoption des lois financières au lendemain des annonces sociales du Président Macron », Billet dalloz-actu-etudiant.fr : <https://actu.dalloz-etudiant.fr/le-billet/article/les-procedures-dadoption-des-lois-financieres-au-lendemain-des-annonces-sociales-du-president/h/41e0577172c022717091388029d72d4d.html> (mis en ligne le 17 décembre 2018)
- * DAUMAS Vincent, « Quelle est la personne dont le nom, le prénom et la qualité doivent être mentionnés sur l'ampliation d'un titre de recette adressé au redevable du paiement ? », *BJCL*, 2018, n° 10 ; concl. sur CE, 26 septembre 2018, *Département de Seine-Saint-Denis*, avec les obs. de F. SÉNERS
- * DAUMAS Vincent, « Abus de droit, donation-cession fictive dans le cadre de l'administration légale des biens du mineur » (concl. sur CE, 5 févr. 2018), *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 504
- * DEGRON Robin, « L'Agenda financier Europe 2027 : une quête de croissance, des cohésions qui s'érodent », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 6, p. 112

- * DELIANCOURT Samuel, « Droit à l'information financière des élus et « secret des affaires » : quelles relations ? », *BJCL*, 2018, n° 10 ; concl. sur CAA Lyon, 26 avril 2018, *Commune de Montélimar*, avec les obs. de B. POUJADE
- * DESCAMPS Florence, « Un moment « Sciences sociales » au ministère de l'Economie et des Finances 1962-1972 ? Leçons pour le temps présent », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 6, p. 106
- * DETRAZ Stéphane, « Armement et réarmement du droit pénal et du droit fiscal à l'encontre de la soustraction à l'impôt. À propos de la loi du 23 octobre 2018, relative à la lutte contre la fraude », *JCP*, éd. G, 2018, n° 1393
- * DORT Aurélie, « Les incidences financières des normes d'accessibilité au patrimoine », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 6, p. 45 (actes du colloque « Le patrimoine local à la lumière du droit financier des collectivités territoriales »)
- * DUFOUR Anne-Claire, « L'empreinte de la responsabilisation dans le financement de la santé », *RDSS*, 2018, n° 6, p. 1055
- * EVIN-LECLERC Alexandre, « Pour une stratégie patrimoniale au sein des collectivités locales », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 6, p. 61 (actes du colloque « Le patrimoine local à la lumière du droit financier des collectivités territoriales »)
- * GAILLARD Philippe et LEGRAS Thomas, « La dématérialisation dans un centre hospitalier : la gestion électronique de documents », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 6, p. 74 (Dossier « Dématérialisation financière et comptables dans les hôpitaux »)
- * GUERRAND Vincent, « La gestion du patrimoine transféré de l'Etat à une collectivité locale : le cas des lycées normands », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 6, p. 30 (actes du colloque « Le patrimoine local à la lumière du droit financier des collectivités territoriales »)
- * GUIHENEUF Ronan, « La dématérialisation de la chaîne de dépense au CHU de Nantes : un projet efficient et innovant », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 6, p. 85 (Dossier « Dématérialisation financière et comptables dans les hôpitaux »)
- * GUILBERT Pierre-Alain et LAHELLEC Lucia, « Contrats d'assurance-vie et de capitalisation : comparaisons pratiques et fiscales », *Revue fiscale du patrimoine*, décembre 2018, p. 13
- * HAUPTMANN Nicolas et PÉHAU Nicolas, « Chronique de jurisprudence de la Cour des comptes et de la Cour de discipline budgétaire et financière », *AJDA*, 2018, p. 2493 : Cour des comptes, 10 avril 2018, *ONEMA* et CDBF, 15 décembre 2017, *ONEMA*, p. 2493 (« La gestion de l'ONEMA en eaux troubles ou l'art de l'interprétation ») et Cour des comptes, 12 juillet 2018, *Commune d'Alaincourt*, p. 2500 (« Régularité des jugements et justification des rémunérations »)
- * LAPERRIÈRE Édouard, « TVA, minage et ICOs : la taxe sur la valeur ajoutée est-elle à même d'appréhender les activités relatives aux cryptoactifs ? », *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 494
- * LE BARBIER Alexis, « Impérialisme et monnaie : de la livre sterling au dollar », *Droits*, 2017/2 (n° 66), p. 105 (paru fin novembre 2018)
- * LE CLAINCHE Michel, BAUDU Aurélien, BIN Fabrice, CALMETTE Jean-François et TERRASSE Yves, « Repères sur la gestion et les finances publiques en septembre 2018 », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 6, p. 121

- * LE TACON Mathieu et ZÉRILLI Léa, « Optimisation de la détention des immeubles locatifs : l'OPPCI dédié, alternative à la SCI (IR ou IS) ? », *Revue fiscale du patrimoine*, décembre 2018, p. 8
- * LOCATELLI Franck, « La soulte de l'article 150-0 B ter et la fraude à la loi », *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 495
- * MADIGNIER Michel-Pierre, « Imposition des plus-values sur biens donnés à métayage » (note sous CE, 3 octobre 2018, n° 417798 à 417804. - CAA Nancy, 30 novembre 2017, 16NC00271), *Revue de droit rural*, décembre 2018, p. 50
- * MALHERBE Jacques, « La conciliación fiscal en Bélgica », en J.M. Lago Montero (dir), R.A. Galaís, M.A. Guervós Maíllo (coord.), Cizur Menor, Aranzadí, 2018, p. 423
- * MALHERBE Jacques, « El abuso del derecho en el derecho fiscal comparado y en el derecho comunitario », en D. Yacolca Estares-P. de Barros Carvalho (dir.), C.J. Borrero Moro, M.A. Huamán Sialer, J.C. Pairez (coord.), *Derecho Tributario Internacional económico, aduanero, contable y ambiental*, Lima, Ediciones Legales, 2018, pp. 287
- * MALHERBE Jacques, « La imposición de los dividendos en derecho internacional y en derecho comunitario europeo », en D. Yacolca Estares-P. de Barros Carvalho (dir.), C.J. Borrero Moro, M.A. Huamán Sialer, J.C. Pairez (coord.), *Derecho Tributario Internacional económico, aduanero, contable y ambiental*, Lima, Ediciones Legales, 2018, p. 319
- * MALHERBE Jacques, « La cláusula antielusiva general en el ordenamiento jurídico peruano », ponencia general, XIV Jornadas Nacionales de derecho tributario, *Revista del Instituto Peruano de Derecho Tributario*, n° 65, noviembre 2018 (avec F. Zuzunaga del Pino)
- * MANSOUR Mohamed, « Le patrimoine local : frein ou moteur du développement économique ? », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 6, p. 64 (actes du colloque « Le patrimoine local à la lumière du droit financier des collectivités territoriales »)
- * NÉGRIN Olivier, « Action en restitution de l'indu fiscal » (note sous CE, 19 sept. 2018), *Procédures*, décembre 2018, p. 28
- * NICOLAZO DE BARMON Marie-Astrid, « Le reversement des sommes exonérés à tort au titre du régime des sociétés mères (CGI, art. 1758 bis) n'est pas une imposition autonome » (concl. sur CE, 12 octobre 2018), *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 502
- * OLIVA Eric, « Soixante ans de Constitution financière et fiscale : réflexions sur les développements du constitutionnalisme financier en France. 1^{ère} partie : L'extension de la compétence constitutionnelle dans le domaine financier et fiscal », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 6, p. 100
- * ORSONI Gilbert, « Pierre-Joseph Proudhon, penseur libéral (?) de l'impôt », *Mélanges en l'honneur du Professeur Jean-Yves Coppolani*, La Mémoire du droit, décembre 2018
- * PAUL TETANG, Franc (de), « Arrêt *Cussens* de la Cour de justice de l'Union européenne et l'élévation de l'interdiction des pratiques abusives dans le domaine de la TVA au rang de principe général du droit de l'Union européenne », *Revue du droit de l'Union européenne*, 2018, n° 1, p. 245
- * PELLET Rémi, « La faillite des assurances des médecins libéraux mise à la charge du fonds créé pour les protéger des « trous de garantie » », *Journal de Droit de la santé et de l'Assurance Maladie (JDSAM)*, n° 21, 2018, p. 116
- * PEYEN Loïc, « Par-delà l'égalité : l'octroi de mer et le développement des outremer (Cons. const., 7 déc. 2018) », *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 513

- * PEZET Fabrice, « Janus à bon port. Réflexions sur les apports du principe d'égalité aux évolutions du régime fiscal des ports (Cons. const., 21 septembre 2018) », *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 492
- * PISSALOUX Jean-Luc, « Jurisprudence administrative », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 6, p. 161
- * ROLLAND Thierry, « La gestion du patrimoine public immatériel : l'exemple d'une commune touristique », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 6, p. 35 (actes du colloque « Le patrimoine local à la lumière du droit financier des collectivités territoriales »)
- * ROUX Julien, « Valoriser un patrimoine en expansion récente : l'exemple de la Seine-Saint-Denis », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 6, p. 19 (actes du colloque « Le patrimoine local à la lumière du droit financier des collectivités territoriales »)
- * SALOMON Renaud, « Chronique de droit pénal fiscal », *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 489
- * SAOUDI Messaoud et VIessant Céline, propos introductifs au dossier « Le patrimoine local à la lumière du droit financier des collectivités territoriales », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 6, p. 5 (actes du colloque « Le patrimoine local à la lumière du droit financier des collectivités territoriales »)
- * SAINT-CHAFFRAY Olivier (de), « Holding animatrice et activité civile accessoire : de précieuses avancées jurisprudentielles », *Revue fiscale du patrimoine*, décembre 2018, p. 1
- * SCHMALTZ Benoît, « La réforme du stationnement payant remet-elle en cause son exonération de TVA ? », *JCP*, éd. A, 2018, n° 2334
- * SIMO Landry Kouomou, « Les perquisitions fiscales et la jurisprudence du Conseil constitutionnel », *Constitutions*, 2018, n° 3, p. 411
- * SIMON Claude, « Le rapport d'orientation budgétaire d'une commune de plus de 10 000 habitants doit-il comporter des informations détaillées sur les dépenses de personnel ? », *BJCL*, 2018, n° 10 ; concl. sur TA Montreuil, 12 avril 2018, *Chibane*, avec les obs. de X. CABANNES
- * SIMON-MICHEL Éric, « Capital social : rembourser n'est pas partager », *Revue fiscale du patrimoine*, décembre 2018, p. 26
- * TERRASSE Yves, « Le retour à l'équilibre de la sécurité sociale en 2018 un facteur décisif dans la trajectoire de redressement des comptes publics », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 6, p. 93
- * TOULEMONT Betty et NIKOLIC Aleksandar, « Immeuble acquis auprès d'un crédit-bailleur : prise en compte de la valeur déterminée par le droit commun si elle est supérieure à la valeur plancher » (note sous CE, 18 juillet 2018, avec les concl. de B. BOHNERT), *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 510
- * VALETTE Jean-Paul, « La régulation financière au Royaume-Uni : du modèle intégré au modèle hybride », *RDP*, 2018, n° 6, p. 1679
- * VICTOR Romain, « Irrecevabilité d'un recours pour excès de pouvoir contre le silence de commentaires administratifs » (concl. sur CE, 27 juin 2018), *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 515
- * WAYMEL Luc, « La gestion du patrimoine rural », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 6, p. 25 (actes du colloque « Le patrimoine local à la lumière du droit financier des collectivités territoriales »)

* WOLF Marc, « Prélèvement à la source : propositions pour réformer la réforme », <https://blogs.alternatives-economiques.fr/wolf/2018/12/31/prelevement-a-la-source-propositions-pour-reformer-la-reforme> (mis en ligne le 31 décembre 2018)

La lettre n° 4 de la SFFP (janvier 2019) accueille une étude de synthèse sur les enjeux du PAS de l'IR qui comporte également des propositions pratiques d'évolution pour l'avenir. Repris dans cette chronique n° 17 du blog de politique fiscale de l'auteur, les aménagements proposés visent à la fois à améliorer la qualité de la synchronisation revenu/prélèvement en généralisant un régime "d'acomptes contemporains" piloté par la DGFIP, et à alléger le dispositif pour les contribuables et les tiers collecteurs en simplifiant drastiquement les taux de retenue à la source.

► **Rapports et référés récents de la Cour des comptes** (mis en ligne en décembre 2018) :

* *Les services publics d'assainissement non collectif* (référé, mis en ligne le 12 décembre 2018) : <https://www.ccomptes.fr/fr/publications/les-services-publics-dassainissement-non-collectif>

* *Le rôle des CHU dans l'offre de soins* (mis en ligne le 12 décembre 2018) : <https://www.ccomptes.fr/fr/publications/le-rol-des-chu-dans-loffre-de-soins>

* *SNCF Réseau* (mis en ligne le 4 décembre 2018) : <https://www.ccomptes.fr/fr/publications/sncf-reseau>

* *La Banque de France* (mis en ligne le 3 décembre 2018) : <https://www.ccomptes.fr/fr/publications/la-banque-de-france-0>

► **Publications de la Cour des comptes européenne** (mises en ligne en décembre 2018) :

* *Journal*, n° 11, novembre-décembre 2018 (mis en ligne le 19 décembre 2018) : https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/JOURNAL18_11-12/JOURNAL18_11-12.pdf

* *Rapport : La Cour des comptes européenne publie un rapport sur les engagements éventuels du CRU, de la Commission et du Conseil* (mis en ligne le 21 décembre 2018) : https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SRB_2017_contingent_liabilities/SRB_2017_contingent_liabilities_FR.pdf

* *Rapport : La lutte contre la désertification dans l'UE: les mesures prises à ce jour manquent de cohérence* (mis en ligne le 18 décembre 2018) : https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR18_33/SR_DESERTIFICATION_FR.pdf

* *Rapport : La mise en oeuvre de fonds de l'UE par des ONG doit être plus transparente* (mis en ligne le 18 décembre 2018) : https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR18_35/SR_NGO_FUNDING_FR.pdf

* *Avis : L'aide au développement apportée par l'UE doit être centrée sur les résultats* (mis en ligne le 12 décembre 2018) : https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/OP18_10/OP18_10_FR.pdf

► **Rapports parlementaires** (mis en ligne en décembre 2018) :

Assemblée nationale :

* *Projet de loi de finances pour 2019 : tous les rapports et avis :*
http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/alt/loi_finances_2019

* *Projet de loi de finances rectificative pour 2018 : tout le dossier législatif :*
http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/alt/plfr_2018

* *Union européenne : mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne :*
Rapport n° 1461 :
[http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1461/\(index\)/rapports](http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1461/(index)/rapports)

* *Economie : mesures d'urgence économiques et sociales :*
Rapport n° 1457 :
[http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1547/\(index\)/rapports](http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1547/(index)/rapports)
Rapport n° 1457, vol. I :
[http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1547-vI/\(index\)/rapports](http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1547-vI/(index)/rapports)
Rapport n° 1457, vol. II :
[http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1547-vII/\(index\)/rapports](http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1547-vII/(index)/rapports)

* *Questions sociales et santé : réforme de la caisse des Français de l'étranger :*
Rapport n° 1459 :
[http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1459/\(index\)/rapports](http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1459/(index)/rapports)
Rapport n° 1459, vol. I :
[http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1459/\(index\)/rapports](http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1459/(index)/rapports)
Rapport n° 1459, vol. II :
[http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1459-vII/\(index\)/rapports](http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1459-vII/(index)/rapports)

Sénat :

* *Projet de loi de finances pour 2019 : tous les rapports et avis :*
http://www.senat.fr/dossier-legislatif/pjlf2019_com.html

* *Étude de législation comparée n° 286 - décembre 2018 - Recueil des notes de synthèse de juillet à octobre 2018 :*
<http://www.senat.fr/lc/lc286/lc286.pdf>
(avec notamment des études de cas sur le pouvoir normatif des collectivités territoriales dans les Etats unitaires)

* *Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (21 décembre 2018), Rapport n° 212 :*
<http://www.senat.fr/rap/118-212/118-212.html>

* *Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts (13 décembre 2018), Rapport n° 190 :*
<http://www.senat.fr/rap/118-190/118-1901.pdf>

* *Les défis européens du nouveau gouvernement italien (4 décembre 2018), Rapport d'information n° 170 :*
<http://www.senat.fr/rap/r18-170/r18-1701.pdf>

► **Parlement européen** (rapports mis en ligne en décembre 2018)

* DRAFT REPORT on discharge in respect of the implementation of the general budget of the European Union for the financial year 2017, Section III – Commission and executive agencies (18 décembre 2018) :

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//NONSGML+COMPARL+PE-626.769+01+DOC+PDF+V0//EN&language=FR>

* DRAFT REPORT on discharge in respect of the implementation of the budget of the European Aviation Safety Agency for the financial year 2017 (17 décembre 2018) :

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//NONSGML+COMPARL+PE-626.788+01+DOC+PDF+V0//EN&language=FR>

* DRAFT REPORT on discharge in respect of the implementation of the budget of the European Asylum Support Office (EASO) for the financial year 2017 (17 décembre 2018) :

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//NONSGML+COMPARL+PE-626.789+01+DOC+PDF+V0//EN&language=FR>

* DRAFT REPORT on discharge in respect of the implementation of the budget of the European Medicines Agency (EMA) for the financial year 2017 (17 décembre 2018) :

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//NONSGML+COMPARL+PE-626.799+01+DOC+PDF+V0//EN&language=FR>

* DRAFT REPORT on discharge in respect of the implementation of the budget of the European Agency for the Operational Management of Large-Scale IT Systems in the Area of Freedom, Security and Justice (now European Union Agency for the Operational Management of Large-Scale IT Systems in the Area of Freedom, Security and Justice) (eu-LISA) for the financial year 2017 (17 décembre 2018) :

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//NONSGML+COMPARL+PE-626.806+01+DOC+PDF+V0//EN&language=FR>

* **Les nombreux autres projets de rapports en matière de contrôle budgétaire**, du mois de décembre 2018, peuvent être trouvés à cette page et aux suivantes:

<http://www.europarl.europa.eu/committees/fr/search-in-documents.html#sidesForm>

* PROJET DE RAPPORT relatif à la position du Conseil sur le projet de budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2019 (6 décembre 2018) :

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//NONSGML+COMPARL+PE-631.894+01+DOC+PDF+V0//EN&language=EN>

* PROJET DE RAPPORT sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil relative à la mobilisation de l'instrument de flexibilité en faveur du financement de mesures budgétaires immédiates pour faire face aux défis actuels liés à la migration, à l'afflux de réfugiés et aux menaces pesant sur la sécurité (6 décembre 2018) :

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//NONSGML+COMPARL+PE-631.897+01+DOC+PDF+V0//EN&language=EN>

► Ouvrages et articles intéressant les finances publiques mis en ligne sur le site **Fondafip** au mois de décembre 2018 (cette rubrique sera mensuelle, s'il y a lieu de signaler une mise en ligne) :

* Article de J. Roché paru en 1983 dans la *RFFP* n° 1: « L'administration fiscale face aux mutations du monde moderne » (mis en ligne le 17 décembre 2018) :

http://fondafip.org/c_43_263_Fiche_2406_0_Article_introuvable_de_Jacques_Roche_L_administration_fiscale_face_aux_mutations_du_monde_moderne_in_RFFP_n_1_1983.html

► **Divers :**

* **Banque de France :**

Rue de la Banque, n° 72, décembre 2018 :

https://publications.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/818460_rdb72_fr_v5_0.pdf

Évaluation des risques du système financier, décembre 2018 :

https://publications.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/ers_12_18_book_v5.pdf

* **BCE :**

Bulletin économique, n° 8, décembre 2018 :

https://publications.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/be8_fr_final.pdf

* **AFT :**

Bulletin Mensuel, n° 343, décembre 2018 :

https://www.aft.gouv.fr/files/medias-aft/7_Publications/7.2_BM/BM_2018/Bulletin%20mensuel%20n%20343%20-%20Décembre%202018.pdf

Programme indicatif de financement de l'Etat pour 2019 (mis en ligne le 20 décembre 2018) :

<https://aft.gouv.fr/fr/publications/communiqués-presse/20181220-programme-indicatif-financement--2019>

* **Comité de l'abus de droit fiscal :**

Avis rendus au cours des deux séances du 28 septembre 2018, *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 467

Publication de la SFFP

Pour tout contact : sffpmail@gmail.com



@SFFP2017

Le *Billet bibliographique* est un supplément mensuel de *La Lettre* de la SFFP

ISSN : 2608-5690

(*La Lettre* n° 4 est aussi diffusée en janvier 2019)